

VOTRE RÉGION

HAUTES-ALPES Vendredi et samedi, deux grands débats se sont tenus dans le département, aux teneurs très locales, entre l'organisation du territoire et le sort des arboriculteurs

Un grand débat national très ... local

Vendredi dernier se tenait à Baratier un débat sur l'intercommunalité et la fiscalité locale. Loin des thématiques nationales prisées par les Gilets jaunes, il a pourtant connu un succès d'affluence.

C'est un "grand débat" à l'ambiance courtoise et calme qui s'est déroulé vendredi dernier, dans la salle la Baratonne, à Baratier. Peut-être, sûrement même, parce que la technicité du débat proposé, sur les finances locales et l'organisation territoriale, n'était pas propice aux échanges enflammés : des sujets vitaux pour les communes rurales. Avec près de 120 personnes présentes, un vendredi soir de vacances, on peut considérer l'événement comme un succès. Même si le public présentait un fort contingent d'élus locaux, une dizaine de Gilets jaunes avaient fait le déplacement, arborant ce qui dorénavant n'est plus un simple textile de sécurité routière.

Les "com'com" désavouées

En préambule, l'hôte, Jean Bernard se dit « maire Gilet jaune », s'adressant aux membres du mouvement, principalement venus du Briançonnais, terre d'origine du député et rapporteur général du budget, Joël



Une réunion très technique, qui aura eu le mérite de mettre en lumière la complexité du maillage administratif avec lequel les élus locaux composent. Photo Le DL/Vincent OLLIVIER

Giraud, venu répondre aux questions et propositions formulées. Puis il passe la main, au propre et au figuré, déclarant « quitter ses fonctions après 34 ans au service de Baratier », sous les applaudissements.

Ce débat a surtout permis aux différents acteurs locaux, maires, conseillers municipaux, mais aussi simples électeurs avertis, de dresser l'inventaire du maillage d'administrations territoriales, souvent comple-

tes. En ligne de mire : les communautés de communes, aux compétences jugées « trop larges » et au fonctionnement « antidémocratique ». Les élus présents ont exprimé leur désir de reprendre du pouvoir et donc des compétences, notamment en termes d'eau et d'assainissement. Pierre, Gilet jaune, prend la parole : « Les communautés de communes, personne n'y comprend rien, les citoyens ne sont pas associés aux décisions qu'elles prennent, ni même la nomination des conseillers. » Pour ce dernier, une seule solution : « une élection au suffrage universel des présidents de com-com. »

La piste des fusions de municipalités

Une autre idée qui fait son chemin, la fusion de communes. Le Dévoluy, il y a quelques années, Abries-Ristol plus récemment : des initiatives qui ont fait des émules. « Si dans le même temps on crée des communes plus grandes et retire du pouvoir aux intercommunalités, pour les redonner aux premières, ce serait une bonne chose », avance Pierre Billard, un habitant de L'Argentière-la-

Bessée. Idée applaudie, mais contrebalancée par certains élus : « C'est difficile de fusionner avec des villes à la fiscalité différente, c'est même un frein », tempère Pierre Dousot, maire de Prunières.

Même son de cloche pour Gérard Martinez, maire de Saint-Léger-les-Mélèzes : « Rendre des compétences, du pouvoir aux communes, je suis d'accord. Mais par contre il faut faire attention avec les fusions de communes. Moins de maires, c'est moins de gens qui se battent pour les citoyens, pour la ruralité. » Chargés de répondre aux interventions du public sur les thèmes du soir, puis sur des questions plus générales, Marc Bourgeois, référent LREM 05 et Joël Giraud ont tout deux noté « des volontés intéressantes. » Observer sur une période les rassemblements de communes « sur la base du volontariat, pendant

cinq ans par exemple, puis éventuellement fixer un objectif obligatoire si besoin, ça peut être une piste », avance Marc Bourgeois. Joël Giraud, quant à lui, tient « à ouvrir une nouvelle ère, plus favorable aux communes. Il s'affirme favorable à la réduction du nombre de communes, de collectivités de communes, mais aussi de département, notamment dans ceux qui comptent une aire métropolitaine. » Puis sont venues, à la fin, les questions plus générales, sur des thèmes chers aux Gilets jaunes : niches fiscales « pour les plus riches », pouvoir d'achat, train de vie de l'État, coût de la vie et Europe. Le seul et court moment de cette soirée où l'écoute cordiale aura laissé place à des échanges vivaces, mais sans aucun débordement verbal. Le seul instant aussi, où les "camps" ont semblé irréconciliables.

Hedy BELOUCIF

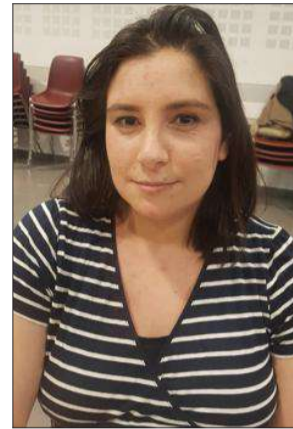
« Des niches fiscales pour filmer Alad'2, et payer le cachet d'un acteur ça ne m'enchantent vraiment pas »

Joël Giraud, député des Hautes-Alpes, sur les niches fiscales

ILS ONT PARTICIPÉ AU DÉBAT

Capucine Mounal, 33 ans, Briançon

« J'ai apprécié que ce soit l'assemblée qui ait la parole plutôt que les politiciens. Ce sont des sujets locaux qui ont été abordés et il a été beaucoup question de ruralité. Je suis Gilet jaune et comme beaucoup, on se conscientise, se renseigne et apprend beaucoup en ce moment sur l'organisation des administrations, de la vie politique, ce que j'ai fait avant de venir. Ce débat est une bonne chose car il m'a permis d'apprendre beaucoup sur les collectivités, sur les difficultés des élus. Ce n'est pas forcément nous contre eux. Ils font face à de grandes difficultés et c'est bien aussi d'en parler. Cette réunion a permis de mieux les comprendre. Beaucoup d'entre eux ne comptent pas rempiler pour nouveau mandat et je vois pourquoi. Pour ce qui



Capucine Mounal, aide-soignante. Photo Le DL/H.B.

est de réorganiser les territoires, je pense qu'il est important dans les Hautes-Alpes de garder l'échelon département, car nous sommes trop petits pour faire autrement. »

Propos recueillis par H.B.

Pierre Billard, 78 ans, L'Argentière-la-Bessée

« On a eu le droit à des informations intéressantes sur la dépense budgétaire, la redistribution aux territoires. J'ai apprécié la bonne tenue du débat, tout le monde était représenté, y compris les Gilets jaunes, leurs demandes sont, pour beaucoup, légitimes, je trouve. Les échanges ont montré à quel point l'organisation du territoire est compliquée dans notre pays. Je pense qu'il faut simplifier les échelons. Les communes devraient fusionner, au moins sur la base du volontariat et il faudrait réduire les pouvoirs des communautés de communes, énormes et qui s'étendent sur trop de do-



Pierre Billard, retraité. Photo Le DL/H.B.

maines. Elles partent trop à l'aventure, pour peu de résultats ».

Propos recueillis par H.B.

L'ORGANISATEUR

Joël Giraud, député des Hautes-Alpes

Pourquoi ce thème des finances locales et de l'organisation territoriale ?

« À l'origine, cette réunion était prévue entre élus. Mais avec l'actualité des Gilets jaunes, j'ai jugé utile de l'inclure dans le grand débat national, et d'y inviter les citoyens. C'est important qu'ils puissent s'informer sur ces problématiques, éloignées des sujets nationaux, mais importantes et incomprises. Il faut redonner de l'intérêt à la politique locale, ce qui passe par une simplification de celle-ci, surtout sur l'intercommunalité, il y a clairement trop de strates. Pour l'instant le président Macron n'est pas pour, mais cela pourrait changer avec les remontées du grand débat, ou l'on constate à quel point c'est dur pour les élus locaux, et à quel point les gens n'y comprennent plus rien ».

Propos recueillis par H.B.



Un débat sur l'arboriculture qui n'aura pas fait le plein, au Poët

Dans le cadre du grand débat national, la députée Pascale Boyer a souhaité dialoguer avec les secteurs « piliers de l'économie du département », samedi dernier. C'est dans un lieu stratégique pour la filière qu'elle a rencontré les acteurs de l'arboriculture, après les saisonniers du tourisme et les éleveurs. L'information est sans doute mal passée car l'élu de la représentation nationale, revenue de Paris dans un aller-retour express... N'a trouvé face à elle que sept personnes.

L'Europe en fil rouge

C'est principalement sur l'Europe que les débats ont porté. Les participants ont reproché les disparités sociales, le manque d'harmonisation des normes de pro-

duction au sein de l'Union européenne.

La filière s'est actuellement lancée dans un plan de rénovation du verger alpin jugé vieillissant, avec des investissements ambitieux. Hélas, ces jeunes plantations sont plus fragiles, et 10 % sont touchées par le feu bactérien avec aucune solution de traitement autorisée en France, alors que d'autres pays européens, concurrents directs, l'ont solutionné avec des produits interdits dans l'Hexagone.

Pour Eric Allard, conseiller arboriculture à la chambre d'agriculture, « des traitements parfaitement naturels existent (Blossom protect bio) et utilisés depuis 10 ans en Europe mais interdits en



Pascale Boyer a écouté et tenté de répondre à des producteurs inquiets, avec à ses côtés, Jean-Marie Trocchi, maire du Poët. Photo Le DL/Gérald GARNIER

France, car reconnus perturbateurs endocriniens ». Pascale Boyer, qui a écou-

té et expliqué que la situation découlait des choix des décennies passées a dé-

claré que « la PAC avait mis en place un système de subventions au lieu de payer les producteurs à leur juste valeur. On se retrouve avec une chaîne où certains sont gagnants et qu'il est difficile de remettre en question ». Puis la députée a rappelé que le Département avait voté une aide de 35 000 € pour le verger haut-alpin.

En France, « pas de culture du compromis »

Pour René Laurens, le pays doit s'inquiéter de son indépendance alimentaire. « Ajoutons à cela le bétonnage, le goudronnage excessif, les charges, le loup, nous sommes toujours accablés. Les jeunes qui s'installent acceptent mal d'être traités de pollueurs ou de

chasseur de primes ».

Au sujet des groupes de pressions (écologistes, consommateurs, groupes alimentaires ou grande distribution), le maire du Poët, Jean-Marie Trocchi a déclaré « la problématique de la France c'est qu'on ne sait pas construire de compromis comme cela peut exister dans d'autres pays qui ont pourtant les mêmes lobbys ».

Sur le fonctionnement européen, la députée a cité l'exemple du loup : « Avec d'autres élus, nous sommes allés à Bruxelles où nous avons rencontré Michel Dantin et José Bové, et nous avons constaté les difficultés des parlementaires face à la commission. »

Au sujet des subventions européennes, Pascale

Boyer a expliqué qu'il existait de nombreuses aides, mais admis que les dossiers étaient lourds, longs, et déploré le manque de personnel pour assurer la prospection, et le montage des dossiers.

La députée, qui a promis de faire remonter au ministre, a mis en garde contre la tendance au repli et à la fermeture des frontières, car « s'il y a bien une harmonisation en Europe c'est au niveau de l'idéologie qu'elle se fait, avec le populisme et le nationalisme ».

Gérald GARNIER

Eric Allard, de la chambre d'agriculture, a annoncé la tenue d'une réunion publique le 20 février à 14 h, à Lardier pour évoquer les difficultés de la filière.